

ARGUMENTS POUR UNE



GROUPE POUR UNE SUISSE
SANS ARMEE

CASE POSTALE 769
2501 BIENNE

CCP 25-13294-2

LAUSANNE
JANVIER
1984

REPONSES AUX OBJECTIONS QUE SOULEVE NOTRE INITIATIVE

(Traduction partielle* d'un travail fait par le "groupe pour une Suisse sans armée" de Bâle).

*Les chiffres entre parenthèses renvoient à des documents qui sont malheureusement en allemand pour le moment du moins..

TABLE DES MATIERES

	PAGES
1. "L'armée suisse a fait ses preuves lors de la seconde guerre mondiale. Sans elle nous aurions été occupés par l'Allemagne nazie."	p. 3
2. "...mais l'armée assure d'innombrables places de travail en Suisse. Que ferez-vous avec tous ces chômeurs ?"	p. 4 + ./.
3. "Si nous n'avons pas d'armée, n'importe qui pourrait nous envahir et occuper la Suisse !"	p. 5 + ./.
4. "L'armée garantit qu'une attaque de notre pays serait trop coûteuse. Elle commence par défendre le pays à partir des frontières et essaye de garder un maximum du territoire."	p. 6 + ./.
5. "Tout pays a une armée. La sienne ou celle d'un pays étranger."	p. 7
6. "Les trois semaines du cours de répétition sont des vacances pour moi ainsi qu'un changement/divertissement bienvenu."	p. 8 + ./.
7. "La guerre existe depuis que l'homme est au monde. C'est un trait inné chez lui et ça ne s'efface pas à coup d'idéalisme."	p. 9 + ./.
8. "Les votations politiques n'amènent plus de changements profonds. Ceux qui sont au pouvoir font de toute façon ce qui leur plaît. Les processus fondamentaux de décision se déroulent à d'autres niveaux."	p.10 + ./.
9. "Vous parlez toujours de guerre atomique ! Toutes les guerres ont été conventionnelles jusqu'à présent, et la Suisse aurait toujours eu sa chance."	p.11
10. "Je ne fais plus de service militaire, - ça ne me concerne pas."	p.12
11. "Historiquement, il s'est toujours avéré qu'un pays sans défense militaire, c'est-à-dire un pays où il y a un vide au niveau du pouvoir, en incite d'autres à venir le dominer."	p.13
12. "Cette votation va à l'encontre de ce que vous souhaitez! A la place d'exiger des réformes raisonnables (referendum sur l'armement, service civil, institut pour la paix) qui auraient des chances d'aboutir, vous exigez l'impossible."	p.14 + ./.
13. "En principe je suis aussi pour...Mais le désarmement n'est possible qu'à condition qu'il ait lieu sur un plan international par des négociations de désarmement. Pourquoi la petite Suisse devrait-elle justement commencer ?"	p.15
14. "A quoi bon une Suisse sans armée dans l'hypothèse d'une guerre nucléaire ?"	p.16
Statuts du GSSA	P.17

1. Défenseur de l'armée: "L'armée suisse a fait ses preuves lors de la seconde guerre mondiale. Sans elle nous aurions été occupés par l'Allemagne entre 1939-1945."

- a) A cette époque, l'Allemagne n'était que peu, voir pas du tout intéressée par une occupation militaire de la Suisse. Durant le fameux "été du danger" de 1940, la Suisse était dans l'incapacité de se défendre (doc. 1a) et de la part des Allemands il n'y avait pas de menace imminente (doc. 1b).
- b) La Wehrmacht commença à s'occuper de "l'affaire aspirateur" à partir du 25 juin 1940 (E. Bonjour, Histoire de la neutralité suisse, vol. 5, p. 58) - la prise de la Suisse. Plusieurs esquisses pour une rapide prise de la Suisse virent le jour en 1940 (doc. 1c). L'armée suisse fut qualifiée de "facilement maîtrisable" (H.R. Kurz, projet "opération suisse"). Ces études ont été classées sous l'appellation "Tannenbaum". Hitler quant à lui, n'avait même pas connaissance de ces études. D'après le chef de l'état-major général, c'était là du travail purement interne à l'état-major. (p.412, "La Suisse et l'Allemagne", H. Zimmermann).
En bref, l'occupation de la Suisse n'a jamais été sérieusement à l'ordre du jour pour Hitler et son état-major.
- c) Plus on s'éloigne du salon d'écriture des historiens du DMF (Ernst, Kurz & Co), plus d'autres raisons qui font que les Nazis se sont abstenus d'occuper la Suisse deviennent évidentes:
- La production de l'industrie suisse d'armement pour la Wehrmacht tournait à fond. Voici la petite histoire qui circulait à l'époque: "les six premiers jours de la semaine nous travaillons pour l'Allemagne et le septième nous prions pour la victoire des alliés"(doc. 1d).
 - La Suisse a joué un rôle de plaque tournante financière qu'on aurait tort de sous-estimer (doc. 1d).
 - La liberté de passage sur les voies de transit à travers les Alpes était vitale pour les puissances de l'Axe (Allemagne - Italie), (doc. 1e). Le risque que les tunnels soient éventuellement détruits par les Suisses ou alors à coup sûr par les Alliés était trop grand pour que les Nazis entreprennent la prise de la Suisse.
 - En matière de politique extérieure, les autorités suisses se sont adaptées à la "Nouvelle Europe" d'une manière assez effarante, et en l'absence de toute occupation (doc. 1f).
- d) A travers sa conception du "réduit national"(doc. 1g), l'armée suisse a montré sa volonté de défense sans doute, mais elle a immédiatement laissé tomber la population civile. Cette vue étroitement militaire des choses fut l'objet de controverses au sein de l'état-major de l'époque. (doc. 1h)
- e) 1984 n'est plus 1940! La situation s'est radicalement et fondamentalement transformée en Europe. Toute guerre en Europe se muera immédiatement en une guerre des blocs Ouest-Est et par là-même en une guerre atomique (doc. 1i). L'armée n'aurait plus aucun sens, elle ne peut ni empêcher une guerre atomique, ni nous en protéger.

2. Défenseur de l'armée: "...mais l'armée assure d'innombrables places de travail en Suisse. Que ferez-vous avec tous ces chômeurs?"

-
- a) Nous savons pertinemment qu'en Suisse 50'000 personnes au maximum sont employées par ou pour l'armée (doc. 2a). Ce qu'il adviendra de ces personnes ne nous est pas indifférent. Nous pensons cependant que des hommes et des femmes, qui aujourd'hui encore travaillent pour une armée absurde pourront être engagés dans un travail présentant plus de sens et d'utilité.
- b) Suivant la nature du lien (direct ou indirect) qui unit la place de travail à l'armée, des problèmes différents se poseront lors de la reconversion; prenons un ouvrier de la poudrerie de Wimmis, qui y gagne ses moyens d'existence, et dont le poste de travail dépend directement de l'existence de l'armée, ou un paysan qui gagne un surplus en livrant des pommes de terre à un cours de répétition et se trouve donc indirectement dépendant de l'armée: les deux sont concernés par la suppression de l'armée. Selon le degré de dépendance à l'armée, différentes solutions doivent être trouvées.
- c) Ceux qui, aujourd'hui encore, travaillent directement ou indirectement pour l'armée, trouveront après la suppression de celle-ci bien assez de possibilités de poursuivre leurs activités sans déqualification professionnelle.
- Par exemple :
- Avant : Ouvriers travaillant dans l'industrie mécanique à la production d'instrument militaires de précision (avions défense anti-aérienne, chars, armes individuelles, etc.)
- Après : Ouvriers travaillant à la fabrication de nouveaux systèmes de transport ou développement de sources d'énergie respectueuses de l'environnement, à la production d'équipements pour la haute mer, etc.
- Avant : Fournisseurs tels que cordonniers, fabricants d'uniformes, travailleurs à domicile, etc.
- Après : Fournisseurs pour les groupes d'assistance au développement, d'aide en cas de catastrophe, de service pour la paix, etc.
- Avant : Mise en location de terrains et de bâtiments pour l'hébergement d'écoles de recrues et de cours de répétition.
- Après : Hébergement de colonies de vacances (évent. promotion du tourisme). Augmentation en termes réels du revenu des petits paysans, soutien par l'Etat de régions économiquement pauvres.
- Avant : Fonctionnaires au Département militaire fédéral.
- Après : Suppression du blocage du personnel à la Confédération et répartition des fonctionnaires entre les autres départements, avec réduction concomitante de la durée du travail.
- Avant : Officier de carrière
- Après : ? ? ?

Lors de chaque reconversion, il nous faudra absolument veiller à ce que le nouvel emploi soit socialement utile tout en ne menaçant pas l'environnement, et éviter que ce choix ne soit pas dicté par le seul souci du profit.

- d) On sait bien maintenant (doc. 2c) qu'une place de travail dans l'industrie d'armement coûte plus cher que son équivalent civil; avec la même somme d'argent, on peut créer plus d'emploi dans le secteur civil que dans celui de l'armement.
- e) Les produits actuels de l'industrie suisse d'armement sont conçus en vue d'une guerre "classique" (sans emploi d'armes ABC). Or, à notre avis, une future guerre en Europe ne manquera pas d'être une "guerre des blocs" Est-Ouest, dont la Suisse ne pourra se tenir à l'écart, et qui, par la force des choses sera nucléaire. Nos préparatifs militaires sont dénués de sens dans une telle hypothèse (doc. 2d + 2c).

L'industrie d'armement dans son ensemble ainsi que l'armée constituent probablement le gaspillage le plus insensé de matières premières, d'énergie et de moyens financiers de toute notre économie.

3. Défenseur de l'armée: "Si nous n'avons pas d'armée, n'importe qui pourrait nous envahir et occuper la Suisse!"

Question retour : qui pourrait envahir une Suisse sans armée?

Réponses possibles : -un ou plusieurs membres du pacte de Varsovie
 -un pays voisin
 -les Américains

(Une réponse de poids à pareilles hypothèses serait par exemple la défense populaire non-violente en tant que forme de résistance. Celle-ci cependant est en contradiction, selon nous avec l'esprit du GSSA).

Les Russes

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale pas un mètre carré de sol européen n'a passé du bloc de l'Ouest au bloc de l'Est via une guerre. Bien que des insurrections aient eu lieu dans la sphère d'influence russe (Hongrie, Tschékoslovaquie, Pologne) ou dans celle des USA (Grèce 45), elles n'ont jamais débouché sur un conflit militaire direct.

Une invasion par exemple de la RFA, de l'Autriche ou de la Suisse par les Russes amènerait une modification des frontières des blocs ce qui devrait conduire vers un conflit avec le bloc de l'Ouest. Ici, en Europe occidentale (3a) où il existe une énorme accumulation d'armes atomiques, un pareil conflit mènerait forcément à une guerre atomique dont les conséquences sont inimaginables (3b). Dans un cas pareil, la Suisse n'aurait aucune chance (3c).

Les pays voisins

Une guerre avec un pays voisin, aussi grotesque que puisse être cette idée aurait plus de chance d'être menée sur un plan conventionnel. Même dans l'hypothèse d'un conflit classique, c'est assurément la population civile qui paye le prix d'entrée. La densité de population élevée et la vulnérabilité des installations techniques et des autres constructions augmentent d'autant les dangers encourus par la population civile.

Certains penseurs de l'armée sont d'ailleurs du même avis (doc.3f). S'attendre à semblable menace militaire de la part d'un pays voisin, et alors que l'intégration européenne est de plus en plus forte, relève de l'absurdité et défie la raison.

Les Américains

Ils sont déjà là !

- Presque tous les matériaux d'armement étranger pour l'armée suisse proviennent de l'OTAN
- La Suisse est dépendante des EU sur un plan économique et financier
- Dans les plans de l'OTAN, l'armée suisse fait partie du bloc de l'Ouest.

La Suisse elle-même confirme cet état de fait par ses constants avertissements vis-à-vis de la menace venant de l'Est.

Les Américains représentent un danger militaire pour la Suisse dans la mesure où, dans l'hypothèse d'une attaque russe, ils "boucleraient atomiquement" la Suisse et d'autres parties de l'Europe (Doc. 3g). En clair, ils les détruiraient!

Le rappel continu du danger d'une occupation militaire encourue par la Suisse, est sans comparaison avec les dangers bien plus réels menaçant notre existence.

- Destruction de notre patrimoine vital: eau, air, forêt, sol. (Doc. 3h)
- Pillage mondial (et cela concerne aussi les consommateurs suisses) des matières premières et danger de guerre qui y est associé.
- Promiscuité, impossibilité de communiquer et isolement croissants.
- Restriction des libertés individuelles (incitation au conformisme, Etat et Surveillance).
- Misère croissante de peuples entiers et de grandes parties du monde. Du fait de la perpétuation du pillage des pays en voie de développement, la Suisse contribue également à augmenter le potentiel de conflit (pays industrialisés / pays en voie de développement). (Doc. 3k)
- Politique d'armement démente sur le plan mondial: plus d'armement = plus de sécurité. Parallèlement le renforcement de la tendance à penser la réalité en termes manichéens (bon/méchant).

La menace anachronique d'une attaque conventionnelle de la Suisse sert de plus en plus aux dominants à masquer des menaces bien plus dangereuses.

4. Défenseur de l'armée: "L'armée garantit qu'une attaque de notre pays serait trop coûteuse. Elle commence par défendre le pays à partir des frontières et essaye de garder un maximum du territoire."

1) cf. arguments du point trois.

- 2) Les militaires suisses partent de l'hypothèse qu'un éventuel adversaire mènera la guerre à leur manière, celle d'un comptable (voir le règlement de service). Ceci est tout-à-fait possible. Cependant, d'autres raisons (guerres de religion, d'idéologie, guerres provoquées par des tensions inter-étatiques de nature sociale, présence de leaders fanatiques, possibilités de nouveaux profits et/ou débouchés pour l'industrie d'armement, guerre extérieure pour refouler des problèmes de politique intérieure, etc...) peuvent interférer avec une estimation strictement militaro-économique du rapport "coûts/bénéfices, ou même reléguer le rôle de cette dernière au second plan, par ex.:
- guerre des Malouines/Falkland (pas d'industrie, pas de ressources naturelles ni de main-d'oeuvre).
 - guerre Irano-Irakienne (gaspillage de vies humaines, de ressources naturelles et de moyens financiers, destruction d'infrastructures de part et d'autre. Malgré cela cette guerre absurde se poursuit).
 - guerre menée au Vietnam par les USA (qui ne leur a procuré qu'un gros trou dans leur budget).
 - conflit palestinien (l'investissement en personnel et en moyens financiers dans cette guerre est sans aucune commune mesure avec le "profit" qu'on pourrait en retirer).
- 3) La tâche primordiale de l'armée suisse est d'empêcher la guerre (R.S. p.13). Supposons qu'elle échoue dans cette mission: un ennemi attaque la Suisse de manière conventionnelle, voire avec des armes ABC, et entreprend la destruction et l'occupation du pays. Que peut maintenant faire l'armée suisse ? Doit-elle, dans toute la mesure du possible, essayer de protéger la population civile contre la terreur, le dénuement, la mort... ...suffit-il que "la Suisse" (la Neutralité, l'Autodétermination, l'Affirmation de soi), réfugiée dans un quelconque bunker des Alpes sous forme d'un drapeau, de quelques militaires et des conseillers fédéraux, survive en vue d'une éventuelle (et hypothétique) après-guerre ? A notre connaissance, rien n'indique qu'en cas d'attaque entraînant à sa suite la destruction du milieu ambiant et l'anéantissement de la population, l'armée suisse rendrait aussitôt les armes. Et à propos, à qui, au fond, reviendrait-il de décider qu'il y a eu suffisamment de morts/irradiés comme ça et qu'on peut cesser la résistance ?

Considère-t-on que :

"Si la population en vient à subir des dommages intolérables, voire à être anéantie, notre défense n'a plus aucun sens" (Colonel Commandant de corps A. Ernst, 1971).

ou que :

"Les êtres humains doivent constamment réaffirmer ce qui leur importe plus: une paix qui, selon les circonstances, serait liée à l'esclavage au viol et à la mort, ou une liberté qui, dans le cas extrême, ne pourrait être sauvegardée qu'au prix de très lourdes pertes". (un responsable ...cité dans "Sauvez la Suisse, supprimez l'armée!" de H.A. Pestalozzi, p. 116-117)

Pour beaucoup de Suisses/Suissesses le "prix à payer", lors d'une attaque serait trop élevé pour un ennemi. Quant à savoir si pour eux-mêmes le prix à payer pour la défense en vaudrait la peine, cette question:

- n'est même pas reconnue
- est refoulée ou sublimée dans une confiance aveugle accordée aux dirigeants.

5. Défenseur de l'armée: "Tout pays a une armée. La sienne ou celle d'un pays étranger".

Le problème réside moins dans la question de savoir si c'est notre propre armée ou celle d'un pays étranger qui est présente, que de savoir quelles sont les conséquences négatives de la présence d'une armée, suisse ou étrangère. Dans ce sens, cela fait déjà longtemps que l'armée suisse nous est devenue parfaitement étrangère.

1. Elle sert entre autre, selon la Constitution fédérale "au maintien de l'ordre et de la paix à l'intérieur du pays" (Art. 2 C.F.)
Ceci signifie qu'elle est un instrument de pouvoir dans les mains des dominants à l'égard de l'opposition interne (par ex. les ouvriers, les paysans, les Jurassiens, les jeunes, etc.) Depuis que la Confédération existe, elle a surtout été engagée contre le peuple. Depuis 1848, elle n'a plus guère eu à se battre contre un ennemi extérieur.
2. Les intérêts de l'armée et les prétentions en matière d'occupation de l'espace qui y sont liées pour les casernes, les spectacles militaires, les terrains d'entraînement et d'exercice) entrent de plus en contradiction avec les intérêts civils. La densité croissante de la population et la diminution rapide des espaces libres naturels qui y est liée, créent de plus en plus des points de friction avec les "besoins" du DMF (doc. 5b). Et ce d'autant plus qu'en dépit de toutes les critiques, le besoin de se faire valoir et la volonté de pouvoir du DMF s'accroissent encore.
3. Notre propre (!) armée, de par l'"éducation" qu'elle inflige à des milliers d'hommes (recrues, soldats en cours de répétition) détruit chaque jour un peu plus les valeurs traditionnelles et coutumières qui sont indispensables à la construction et au maintien d'une vraie "démocratie".

Armée :

Obéissance, hiérarchie, soumission, entraînement et conditionnement à la violence pour résoudre les conflits (conséquences directes: les réactions de la société à l'égard des jeunes), apprentissage de la "virilité", manières de penser et attitudes méprisantes envers les femmes (ex. tirs des officiers sur des femmes-cibles), discrimination envers les objecteurs et ceux qui ont été dispensés pour des raisons psychiques

Notre conception des valeurs :

Responsabilité, indépendance et autodétermination en tant qu'être humain et citoyen-ne, tolérance, résolution démocratique des conflits, humanisation, émancipation des sexes, protection des minorités

6. Défenseur de l'armée: "Les trois semaines du cours de répétition sont des vacances pour moi ainsi qu'un divertissement/changement bienvenu".

Commentaire : Le temps passé à l'armée représente pour de nombreux soldats hommes et femmes des vacances ou une "aventure"!

Les vacances, parce que le soldat:

- n'a pas besoin de penser (des supérieurs s'en chargent)
- peut se laisser mener par la main presque comme un petit enfant (les enfants sont priés d'excuser cette comparaison maladroite) tout au long de la sainte journée dont l'ordre du jour en fixe le déroulement; de façon plus ou moins rigoureuse suivant le genre d'officier, il permettra même de se "planquer" encore un peu.
- suivant son incorporation militaire se paie un poste peinard (ex. conducteur, ordonnance de bureau, aide en cuisine, magasinier, membre de troupe spéciale, etc) où il peut flemmer, lire, discuter ou jouer aux cartes.
- mène une existence commode en comparaison avec la vie civile.

L'aventure ou le changement parce que ...

- on fait plus de sport
- sous les ordres militaires on prend conscience de ses propres capacités et limites physiques dans des situations extrêmes ("sentir son propre corps")
- parfois même, dans des situations pénibles, se développe un sentiment de camaraderie au-delà des classes sociales ou des frontières régionales
- le renoncement à un certain confort n'est vécu, hors de l'armée, que pendant les vacances (camping)
- pendant le service, "état d'exception", la violation de règles de comportement valables dans le civil reste impunie (ex. se saouler, harceler les femmes)
- l'armée est le dernier refuge des rituels mâles en voie d'effritement (ex. fétichisme des armes, culte du drapeau, jeu de la guéguerre)
- l'armée avec son association au jeu offre une alternative à l'ennui et dégoût de la vie quotidienne
- l'armée permet le contact direct avec la nature ou avec d'autres régions du pays qu'on ne se donne d'ordinaire pas la peine de rechercher
- on peut jouer au pouvoir et à la puissance à travers les grades hiérarchiques et les transferts de compétence (on entend souvent dire que "plus on est minable et frustré dans la vie civile, plus on est hargneux dans l'exercice de son grade militaire")

1) Il est bien possible que le service soit considéré comme des "vacances fédérales". Seulement, loin d'indiquer que "le militaire c'est super", cela révèle plutôt combien la vie quotidienne est mal vécue.

2) Notre intention n'est pas de condamner en bloc tout ce que le citoyen en uniforme peut vivre en société.

Les activités sportives, l'apprentissage de la socialité au sein du groupe, de petites excursions à travers la Suisse, la vie dans la nature, etc. doivent rester possibles même après la suppression de l'armée. Nous n'avons simplement pas besoin de l'armée pour ces activités, somme toute annexes à l'armée.

Un service pour le développement et la paix actifs tant en Suisse qu'à l'Étranger a besoin d'hommes et de femmes qui peuvent affronter des situations d'exception. S'il est possible, dans le cadre de l'armée, de faire des expériences positives avec des gens et la nature, cela le sera d'autant plus dans le cadre d'un service pour le développement ou pour la paix. Et en plus, cela aura un sens,

3) Par le fait qu'en période militaire, la violation des codes civils soit permise dans une certaine mesure, cette vie civile monotone et stressante s'en trouve consolidée.

Mais c'est justement ce morne quotidien, c'est-à-dire les conditions de travail, de logement, la normalisation de l'usage du temps libre, l'incapacité d'établir des rapports humains, qu'il s'agit de transformer.

Ce besoin indiscutablement présent aujourd'hui de jouir de cette "liberté militaire" doit être satisfait dans une transformation radicale de la société actuelle.

4) Préférez-vous 3 semaines de cours de répétition à 3 semaines de vacances balnéaires ou d'aide au développement ?

7. Défenseur de l'armée: "La guerre existe depuis que l'homme est au monde. C'est un trait inné chez lui et ça ne s'efface pas à coup d'idéalisme".

- 1) L'affirmation selon laquelle l'agression (violente) (doc. 7a) et surtout la guerre est innée chez l'homme (doc. 7b) et que celui-ci doit nécessairement en tuer ou en blesser d'autres, n'est plus défendable scientifiquement (doc. 7c). Les causes d'un comportement pareillement destructeur sont plutôt attribuées, de nos jours, à l'éducation ou aux conditions sociales environnantes et non plus aux caractéristiques physiques ou biologiques de l'homme.

La part guerrière des relations interhumaines trouve sa source dans l'éducation reçue au sein de la famille, dans les modes de comportements caractéristiques d'une société (l'armée, l'industrie, les moyens de transport, la politique, le sport, les relations, etc...) ainsi que dans les types tolérés d'actes agressifs destructeurs qui y sont liés. Les conséquences en sont l'insécurité, la peur, les exigences de rendement trop élevées, l'absence de relations sociales dans la vie quotidienne (doc. 7d).

- 2) Nous partons du point de vue que tout être humain a quotidiennement des comportements agressifs. Mais cela n'implique pas et de loin que cette agressivité ne puisse se résoudre qu'en des actes violents exercés aux dépens de ses semblables.
- La compréhension pour l'agressivité s'est réduite au point que par "agressif" nous n'entendons plus que "destructeur" ou "annihilateur". C'est-à-dire que nous ne reconnaissons plus que la variante destructive de l'agressivité.
- Seuls notre manque de fantaisie et notre incapacité à trouver spontanément des terrains d'entente nous ont amenés à ne plus interpréter "agression" autrement que dans le sens d'"acte de violence physique". Lesquels des comportements suivants qualifierais-tu d'agressifs?
- ...arracher une fleur...avoir des relations sexuelles...battre un tapis...jouer au tennis...au flipper...foncer avec sa voiture...écrire un livre...tuer en tant que soldat...engueuler un enfant...casser une noix...couper un arbre.

En partant de l'idée que l'agression possède aussi un aspect "constructif", tous les comportements cités plus haut sont finalement agressifs. L'agression n'est-elle pas simplement "action dans l'émotion" (entendue ici comme une impulsion affective intense tels la joie, la colère, l'enthousiasme?)

- 3) L'attitude mentale consistant à se dire que "depuis qu'il y a des hommes, il y a la guerre" ou "ils sont faits comme ça, ma foi..." ne sert qu'à excuser notre passivité, voire notre propre participation aux activités destructives. (doc. 7e)
- 4) Les mesures guerrières ne résolvent aucun problème, elles sont toujours le fruit d'une action précipitée et ne fournissent de solution qu'en apparence. Nous devons apprendre à résoudre nos problèmes ensemble et sans violence.

L'homme recourt à la violence parce qu'il n'est pas vraiment maître de sa propre existence. Sa fierté est blessée et il se réfugie dans la violence, qui exige cependant le succès.

Si quelqu'un/e laisse son "ennemi" (celui qui lui pose un problème) en vie, il ne se débarassera pas du problème. Qu'il le tue ou l'écarte et le problème est résolu (du moins dans un premier temps).

Naturellement, il existe d'autres moyens de résoudre des problèmes. Mais la guerre prévoit-elle d'autres solutions que l'élimination pure et simple ?

En jetant un regard sur l'histoire, force est de constater que les innombrables guerres du passé n'ont pas résolu le problème de la guerre - au contraire, elles l'ont exacerbé jusqu'à la démence.

Par peur de lui-même, l'homme a jusqu'à maintenant préféré la solution de facilité. Mais il semble ne pas se rendre compte qu'il se trompe lui-même et qu'il risque de s'anéantir!

8. Opposant à notre initiative: "Les votations politiques n'amènent plus de changements profonds. Ceux qui sont au pouvoir font de toute façon ce qui leur plaît. Les processus fondamentaux de décision se déroulent à d'autres niveaux."
-

- 1) Il y a beaucoup de causes et de raisons pour en arriver à de pareilles conclusions :
- la commodité
 - de mauvaises expériences en matière de travail politique
 - la peur des conséquences (professionnelles, etc...)
 - la résignation
 - le fait de se tourner vers d'autres intérêts
 - repli sur sa vie privée, etc...
- 2) Nous sommes nous aussi tout à fait conscients des désavantages d'un mode de participation politique institutionnalisé (initiative): gaspillage d'énergie, malhonnêteté du système, théâtre-guignol.
- Nous croyons malgré tout qu'une initiative populaire visant à la suppression de l'armée suisse perturbera tellement le traditionnel système politique et l'habituel petit jeu gauche-droite des partis que d'importants processus seront mis en marche.
- Une initiative permet une discussion au plan national. Et pas seulement à propos de l'armée mais aussi et surtout à propos de toutes les structures de violence de notre société. (exploitation du tiers-monde, écologie, structures répressives, etc...)
- Des 128 initiatives déposées depuis 1891, seules 7 ont été acceptées par le peuple! (doc. 8a)
- Malgré ces perspectives très peu encourageantes, des initiatives sont lancées chaque année par tous les milieux politiques. Pourquoi donc ? (réponse doc. 8b)
- 3) Il est peut-être vrai que des processus de décision fondamentaux, ainsi que des changements profonds de comportements ne sont possibles qu'à une échelle individuelle, tout au plus au sein de groupes restreints. Mais nous ne prétendons pas non plus qu'une votation à propos de la légitimité de l'existence de l'armée suisse, transforme les Suisses/Suissesses du jour au lendemain. La votation et les discussions qu'elle suscitera, donneront à de nombreuses personnes des points de départ à la réflexion. Quant au comportement, il est clair que chacun devra le changer par et pour lui-même.
- Il en a d'ailleurs été de même avec nous, membres du GSSA: il a d'abord fallu qu'un nombre indéfini de faits nous donnent à penser et à réfléchir pour que jaillisse finalement cette folle idée, et il a fallu un nombre plus grand encore de comportements exemplaires (les objecteurs de conscience, l'action des frères Barrigan aux USA, des manifestants qui s'étendent en tapis humain, etc.) pour que nous passions aux actes.

- 4) Si ceux "là-haut pouvaient vraiment faire ce qu'ils veulent pourquoi alors investiraient-ils à chaque fois tant d'argent dans des campagnes électorales ou de propagande" (ainsi les grandes banques ont dépensé des millions pour une campagne d'encarts publicitaires contre l'initiative bancaire)
- 5) Avec un taux d'abstention de plus de 50 % et sur une initiative impliquant une remise en question aussi radicale, nous ne pouvons guère comme d'ailleurs nos adversaires, qu'émettre des hypothèses quant au résultat de la votation.
Nous savons que pour par ex. trois millions de votants/électeurs:
1 % de oui = 30'000 citoyens opposés à l'armée
- De toute manière, il faut que la "vache sacrée" prenne conscience/ connaissance du fait qu'elle est totalement refusée par une partie de la population.
- Cette votation nous montrera sur combien d'électeurs on peut compter, en Suisse pour soutenir des revendications aussi radicales. Suivant le nombre de oui, nous pourrons décider de nos actions futures. (doc. 8c)

9. Défenseur de l'armée: "Vous parlez toujours de guerre atomique! Toutes les guerres ont été conventionnelles jusqu'à présent, et l'armée suisse aurait toujours eu sa chance.
(Ex: Israël, les Malouines, l'Afghanistan, le Liban, le Vietnam).
-

1) Cela n'est pas tout à fait juste !

La barrière morale supposée empêcher l'utilisation de bombes atomiques a déjà été franchie deux fois. Le bombardement d'Hiroshima a tout de même fait plus de 150'000 victimes (à titre de comparaison: nombre d'habitants de la ville de Berne). Ceci n'empêcha cependant absolument pas les militaires d'en faire usage une deuxième fois sur Nagasaki.

- 2) Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, plus aucune guerre n'a eu lieu en Europe, alors que pratiquement partout ailleurs sur le globe les conflits armés sont à l'ordre du jour. En Europe, le partage entre les grandes puissances a eu lieu déjà à (vant) Yalta. Depuis lors, les frontières entre les blocs ont simplement été cimentées (au sens propre du terme en ce qui concerne les deux Allemagnes...)
Toute guerre débutant en Europe s'élargira aussitôt en une guerre des blocs Ouest/Est et de ce fait, en une guerre atomique. Dans ce cas l'armée suisse n'aurait aucune chance!
Au contraire: l'existence et l'armement croissant de l'armée suisse contribue non pas à détendre la situation européenne, mais bien à la tendre encore davantage.
La Suisse n'est pas (encore) aujourd'hui le pionnier du désarmement et de la détente, mais bien plus une groupie des fauteurs de guerre US sous l'apparence d'une entremetteuse internationale en matière de bons offices.

- 3) Il ne s'agit pas ici de déterminer dans quelles situations de conflit optimales au point de vue du DMF, l'armée suisse pourrait l'emporter. Mais il s'agit de voir à quel point les "scénarios de guerre en Europe" du DMF sont irréalistes et improbables, et combien réelles, par contre, sont devenues d'autres menaces qu'on évoque même pas dans les papiers théoriques des stratèges de Berne (guerre nucléaire en Europe, conflits avec le tiers-monde, catastrophe écologique). (Doc. 3h, 3i, 3k)

10. La conscience tranquille... "Je ne fais plus de service militaire - ça ne me concerne pas."

ERREUR !

A première vue tu n'es plus concerné. Cependant, en y regardant de plus près, on voit que l'existence de l'armée te touche de multiples façons.

- 1) Tu soutiens directement le maintien de l'armée et de son armement croissant:
 - en payant des taxes d'exemption du service militaire.
 - en participant aux exercices de protection civile.
 - par le fait qu'une bonne partie de tes impôts sont utilisés pour la "défense nationale".

- 2) Mais tu es également touché dans le domaine de la vie sociale:
 - à travers la menace d'intégration imminente de la femme dans la défense générale. (Doc. 10a)
 - à travers la pénétration dans la vie civile de normes et de formes militaires (hiérarchie), ordre/obéissance, résolution de conflit au moyen de la brutalité et de la violence, manière de penser qu'en termes d'ami/ennemi, modèles de comportement "mâle"). Des attitudes qui toutes sont exercées chaque année pendant l'école de recrue ou les cours de répétition, avec des milliers d'hommes et de femmes. (Doc. 5c)
Tu peux rencontrer ces manières militaires de penser et de se comporter chaque jour, chez un mari, des amis, etc...
 - à travers la présence militaire quotidienne...soldats, autos, tanks, avions, ...casernes et places d'armes (le plus souvent dans des régions de villégiature)
 - à travers l'agitation concernant la protection civile et la propagande pour les réserves de survie (doc. 10b)

- 3) Tu seras concerné lors de la prochaine guerre dont nous refusons tous, quotidiennement, d'envisager la probabilité!
 - même dans l'éventualité improbable d'une guerre conventionnelle (sans armes atomiques, biologiques ou chimiques) tu es concerné en tant que faisant partie de la population civile (92 % de morts civils dans la guerre du Vietnam!).
 - autant qu'on sache, les armes de destruction massive, comme les bombes atomiques ou les bombes "à neutrons" n'épargnent pas la population civile. C'est justement contre elle qu'on les met en oeuvre!

- 4) Peut-être as-tu déjà envisagé la possibilité de te réfugier dans une contrée lointaine (par ex. l'Australie) en cas de guerre en Europe...Dans ce cas, il te faut faire tes bagages dès maintenant! Les guerres modernes ne s'embarassent plus de déclaration de guerre ou de préparatifs un mois à l'avance (ex.: crise de juin pendant la première guerre mondiale). Dans nos contrées l'arrestation et la recherche des personnes ainsi que le verrouillage des frontières fonctionnent presque parfaitement et par ailleurs un SS20 soviétique n'a besoin que de 10 minutes pour arriver jusqu'ici.

A part ça, un endroit sur terre non contaminé suite à une guerre atomique par pollution radioactive de l'atmosphère, reste encore à trouver!

11. Défenseur de l'armée: "Historiquement, il s'est toujours avéré qu'un pays sans défense militaire, c'est-à-dire un pays où il y a un vide au niveau du pouvoir, en incite d'autres à venir le dominer."
-

- 1) Il y a certainement des exemples historiques que l'on peut citer où des pays sans défense militaire ou avec trop peu de potentiel défensif ont été envahis par des ennemis fortement armés. Pourtant c'est justement la deuxième guerre mondiale qui a montré clairement qu'Hitler ne s'est pas orienté d'après la puissance militaire de ses adversaires. L'URSS et la France ont été attaquées, la Suisse et la Suède laissées en paix...
- 2) L'histoire montre plutôt que les guerres ne sont pas menées pour des raisons de sous-armement de l'adversaire ou de "vide de pouvoir" chez ce dernier. Toutes les grandes guerres des 19ème et 20ème siècles ont eu pour point de départ une situation dans laquelle les forces militaires en présence étaient à peu près équivalentes:

Exemples: - les guerres napoléoniennes (1799-1815)
 - la guerre civile américaine (1861-1865)
 - la guerre franco-allemande (1870-1871)
 - la première guerre mondiale
 - la deuxième guerre mondiale
 - les guerres dont Israël et/ou la Palestine étaient l'enjeu (1948, 1967, 1973)

La première guerre mondiale est le cas le plus flagrant où malgré un équilibre militaire des forces en présence, on s'est trouvé entraîné dans une guerre.

Ceci mérite notre attention d'autant plus qu'on peut établir des parallèles inquiétants entre la situation d'alors et notre époque...

- deux blocs également agressifs avec leur système d'alliances.
- des nécessités militaires, qui forcent des décisions politiques.
- des militaires qui dominent la scène politique.
- course aux armements et accumulation de matériel de guerre avant le début du conflit.

12. Opposant à l'initiative: "Cette votation va dans le sens contraire de ce que vous souhaitez! A la place d'exiger des réformes raisonnables (referendum sur l'armement, service civil, institut pour la paix) qui auraient des chances d'aboutir, vous exigez l'impossible."

Il est bien clair que nous aussi, nous nous engageons pour l'introduction d'un service civil, que nous saluons la mise sur pied d'un referendum sur l'armement ou l'ouverture d'un institut de recherches sur la paix. Toutes ces revendications sont d'ailleurs, dans un certain sens, incluses dans notre propre projet. Mais nous, - et c'est une différence décisive - nous faisons un pas de plus :

Un service civil, un referendum sur l'armement ou un service pour la paix ne remettent pas le moins du monde en cause l'armée en tant qu'institution. Or, le côté perfide de l'armée c'est justement que l'état d'esprit qui émane d'elle pénètre tout notre être et nos pensées. Pour amener ces interférences à la lumière, il faut poser une question qui aille au fond des choses:

La question du sens et de l'utilité de l'armée!

- 1) Aussi longtemps que les stratèges militaires nous embrigadent d'autorité dans leurs jeux monstrueux, nous sommes certainement en droit de nous demander où tout cela va nous mener. (Doc. 12a)
- 2) Du fait que ni le referendum sur l'armement ni l'initiative pour un service civil ne remettent en question l'armée en tant que tout, il faut poser encore une fois, avec insistance, la question du sens et de l'utilité de l'armée. Au vu de la situation politico-militaire et stratégique actuelle, il faut mettre en regard les moyens de l'armée suisse (et la "puissance de frappe qu'ils lui confèrent") avec ceux des deux blocs (l'OTAN et le pacte de Varsovie).

Personne ne peut plus ignorer, après les discours accompagnant la présentation des budgets pour l'armement à quel point les moyens que nous avons à opposer à ce qui, à l'Est, attend d'être engagé contre nous, sont dérisoires. Et ce, malgré le fait que les dépenses militaires grèvent pour plus de 8 % le budget des dépenses publiques de la Confédération.

Si, en plus des armes conventionnelles, on tient compte encore de la puissance de frappe que confèrent aux deux blocs leurs armes nucléaires respectives, il apparaît vite que la Suisse n'a plus qu'un seul moyen de maîtriser un futur conflit:

en empêcher l'éclatement... en libérant à cette fin les moyens financiers et intellectuels aujourd'hui gaspillés par l'armée et l'armement.

- 3) De simples ravalements de façade n'élimineront pas l'armée, c'est bien évident. Tant que l'armée constituera le fondement de la société, la pensée humanitaire n'aura guère droit qu'à l'ombre d'une existence et la paix sera impossible.
(Doc. 12b)

Les menaces qui pèsent sur l'équilibre écologique de la planète et la course démentielle aux armements limitent le temps qui nous reste pour agir. Nous pensons que l'urgence d'une indispensable réorientation des agissements de l'Homme est telle qu'il faut se mettre à l'oeuvre dès maintenant. Ce n'est qu'en formulant ce qui aujourd'hui relève encore de l'utopie (abolir l'armée) que nous parviendrons au coeur du problème et que nous obtiendrons des modifications fondamentales dans les manières de penser et de se comporter.

Les "réformes raisonnables" sont conçues en fonction du réalisable à court ou moyen terme. On escompte des majorités électorales lors de votations, on se sert des outils de la "real-politik". Ainsi, il n'est pas rare de voir débiter en tranches les objets de votations. On espère ainsi, en cas de succès, pouvoir faire passer la tranche suivante lors de la prochaine votation. Ce "réalisme" a pour conséquence que le citoyen se voit bientôt confronté à sa propre crédibilité, du fait de revirements tactiques qui, ici, s'imposent quasiment d'eux-mêmes, vu le type ambiant de culture politique".
Pour nous, c'est une question de nature morale que d'exprimer et d'exiger intégralement ce que nous voulons. Pour bien des gens cette attitude est "idiote", "tactiquement catastrophique", etc...

C'est précisément le sort de l'initiative pour un service civil (cas typique d'une proposition de réforme raisonnable, qui aurait dû être réalisée depuis longtemps) qui montre que ceux qui détiennent le pouvoir, en ce pays, réagissent toujours de la même manière à la critique: on distord le sens du texte, on en dilue le contenu et enfin on l'achève à coups de palabres.
But de l'exercice: donner l'impression qu'il s'est fait quelque chose!!!

13. Opposant à l'initiative: "En principe, je suis aussi pour... Mais le désarmement n'est possible qu'à condition qu'il ait lieu sur un plan international...par des négociations de désarmement. Pourquoi serait-ce justement la petite Suisse qui devrait commencer."

- 1) La politique d'armement est toujours liée à la politique tout court, i.e. à travers elle et en arguant d'un "besoin de sécurité" (de la part des Hommes), on poursuit des buts politiques (Doc. 13a). Les Objectifs politiques du présent se concentrent autour du maintien/de l'établissement de la suprématie du "système occidental-libéral", avec la liberté d'entreprise, d'une part, de l'idéologie communiste de type soviétique de l'autre. On se trouve donc en présence de deux blocs, qui s'armement l'un contre l'autre: l'Ouest (les pays fortement industrialisés) contre les pays de l'Est et l'URSS. Avec un scénario où, en cas de conflit, interviennent deux géants (nucléaires) sur-armés, la Suisse tiendra le rôle du grain de blé dans les mâchoires d'une meule à grains. C'est pourquoi il est bien plus censé, pour la Suisse, d'investir son énergie (intellectuelle et financière) dans la prévention d'un tel conflit que d'entrer dans la logique de la violence qui caractérise la pensée dominante. La seule possibilité qui reste à la Suisse, c'est de montrer par l'exemple comment briser le carcan d'une pensée en termes de puissance, propre aux dominants (née en partie de l'histoire et d'une manière erronée de voir l'histoire - pour le dire trivialement: "Si on te frappe, frappe plus fort en retour, sinon il t'en cuira vraiment"); de donner l'exemple d'une application de la pensée humanitaire et d'une mise en pratique des acquis théoriques de la pensée philosophique de notre civilisation et de ses vues concernant les droits de l'homme.
- 2) La Suisse invoque toujours sa neutralité et sa tradition humanitaire. Si l'on veut que ces professions de foi en la Neutralité (depuis Marignan) et en l'Humanisme (depuis Dunant) ne soient pas faites seulement du bout des lèvres et ne constituent un modèle de sagesse que dans les livres scolaires, ni qu'elles procurent un faux sentiment national ou suscitent une fierté indue, nous devons redéfinir notre position dans un environnement politique qui a changé. Etre neutre et humain se traduit de nos jours en désarmement militaire et réarmement moral (!).
- 3) La notion de "désarmement/négociations coordonnées sur le désarmement" brouille plus les choses qu'elle ne les éclaire, et, comme les exemples le montrent, on ne progresse pas vers un désarmement. (Doc. 13c). Toutes les négociations menées à ce jour sur ce thème par les deux super-puissances ont conduit à encore plus d'armement, à placer encore plus haut le niveau d'équilibre de la terreur et surtout, à faire peser sur une population qui n'a aucune part à ces décisions gouvernementales, une menace intolérable. La Suisse en tant que "désarmeuse" solitaire est un défi justement pour ceux qui ne peuvent plus supporter le sentiment d'impuissance de celui qu'on gouverne, de celui qui n'a rien à dire.

14. Défenseur de l'armée: "A quoi bon une Suisse sans armée dans l'hypothèse d'une guerre nucléaire?"

- 1) A QUOI BON UNE SUISSE AVEC UNE ARMEE EN CAS D'ATTAQUE NUCLEAIRE?
- 2) EN RENONCANT A UNE ARMEE, LA SUISSE CONTRIBUE CERTAINEMENT PLUS A EMPECHER UNE GUERRE NUCLEAIRE, QU'EN ENCOURAGEANT ELLE AUSSI UN PROCESSUS D'ARMEMENT DEMENTIEL.

STATUTS DU GSSA

=====

1. Le groupe pour une Suisse sans armée se constitue en tant qu'association au sens de l'article 60 et suiv. du CSS.
2. Le GSSA veut contribuer à l'édification d'une société non-violente qui repose sur le libre choix de chacun/e. Il considère que la suppression de l'armée suisse est un préliminaire essentiel à cette édification et compte lancer une ou plusieurs initiatives populaires dans ce but.
3. Peuvent devenir membres du GSSA des individus ou des groupes, habitant en Suisse (et/ou y étant actifs), qui reconnaissent ces statuts, y adhèrent pleinement et payant une cotisation, chacun payant ce qu'il estime possible et nécessaire au vu des buts à atteindre.
4. Le GSSA existe par
 - o les A.G. annuelles (deux au minimum)
 - o les groupes régionaux reconnus par l'A.G.
 - o le comité, élu tous les deux ans par l'A.G., composé d'au moins 7 personnes représentatives si possible de tous les groupes régionaux actifs.
5. L'organe suprême du GSSA est l'A.G. de ses membres. Elle décide de tous les problèmes importants de l'association. Elle se réunit à l'invitation du comité qui en assure la préparation. Les convocations doivent être envoyées au moins un mois à l'avance à tous les membres. La convocation d'une assemblée générale peut être décidée si trois groupes au moins ou trente membres au moins l'exigent. En règle générale, l'A.G. décide du lieu et de la date de l'A.G. suivante.
6. Les décisions relatives à la composition définitive de l'initiative pour la suppression de l'armée ainsi que la date du lancement de celle-ci sont prises par une majorité des deux tiers de l'A.G.
7. Les groupes régionaux travaillent de manière indépendante et en relation étroite avec l'A.G. et le comité. Ils choisissent les moyens de propagande et d'approfondissement des buts du GSSA qui sont adaptés aux exigences culturelles et politiques de leur région. Les groupes régionaux favorisent l'approfondissement des relations personnelles des membres du GSSA.
8. Le comité se constitue lui-même. Il désigne un-e secrétaire et un-e caissier-ère qui forme avec un troisième membre du comité le comité restreint. Les membres du comité assurent à tour de rôle la présidence de celui-ci. Le rôle du comité est avant tout d'exécuter les tâches que lui a confiées l'A.G. Il rédige en outre un bulletin d'information à l'usage des membres du groupe.
Tout membre du comité est en tout temps révocable par une majorité des deux tiers de l'A.G. Les séances du comité sont ouvertes à tout membre du GSSA.
9. Les statuts ci-exposés ne peuvent être modifiés que par la décision d'une majorité des deux tiers de l'A.G.

Ces statuts ont été acceptés lors de la réunion de fondation du Groupe pour une Suisse sans armée.

Soleure, 12.09.82 au Restaurant Kreuz